



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 4 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Maquignon Frères SARL

12 lieu-dit « Prieuré de Remeneuil »
86230 Usseau

Références : 2026 131 Ubd16-86 ENV86

Code AIOT : 0003105707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 janvier 2026 de la carrière exploitée par la société Maquignon Frères implantée au lieu-dit « Le Parc de Puygareau » 86230 Sossais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Maquignon Frères SARL
- Lieu-dit « Le Parc de Puygareau » 86230 Sossais
- Code AIOT : 0003105707
- Régime : Autorisation

Le site concerné correspond à une carrière de pierre de taille exploitée jusqu'en juin 2019 par la société Baron. Cette exploitation, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 89-D2/B3-088 du 5 juin 1989 pour une durée de 30 ans, a fait l'objet d'une cessation d'activité le 22 octobre 2019, sans que le gisement ne soit épuisé. La reprise et l'extension d'une carrière de calcaire tuffeau exploitée pour la pierre de taille ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 2021-DCPPAT/BE-218 du 3 novembre 2021, complété par l'arrêté n° 2024-DCPPAT/BE-078 du 28 mars 2024. La mise en service de la carrière a

été déclarée le 21 février 2022. Le gisement à extraire est constitué de tuffeau blanc (Turonien moyen), dont les blocs sont destinés à la commercialisation pour la construction et la restauration de monuments historiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fonctionnement de la carrière	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.1.5 et arrêté préfectoral complémentaire en date du 28 mars 2024, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Montant des garanties financières	Arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2024, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 6.1.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Consignes d'exploitation	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.1.7.1
3	Plan d'exploitation	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.1.7.2
4	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.1.7.3
5	Remblayage	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.3.2
6	Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.4.1
7	Nature des installations	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 1.2.1
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 4.2.1
10	Installations électriques	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 4.3.1
12	Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence	Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 7.2.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de la présence de matériaux non valorisables, le plan de phasage d'exploitation ne peut être respecté. Il est demandé de transmettre un porter à connaissance suite aux modifications d'exploitation constatées, liées à la mise à jour du plan de phasage et des garanties financières. Par ailleurs, compte tenu du dépassement de la limite de concentration en matières en suspension (MES) constatée lors des analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel par infiltration, il est demandé de transmettre les mesures correctives envisagées ou mises en œuvre afin de rétablir une situation conforme, ainsi que de procéder à une nouvelle analyse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fonctionnement de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.1.5 et arrêté préfectoral complémentaire en date du 28 mars 2024, article 2.3
Thème : Fonctionnement de la carrière
Prescription contrôlée : <i>« Article 2.1.5.1 : Rythme de fonctionnement Les périodes d'exploitation de la carrière sont les suivants : 7 h à 18 h, du lundi au vendredi, hors jours fériés. L'exploitation a lieu tout au long de l'année.</i> <i>Article 2.1.5.2 : Description des installations autorisées L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé en trois zones de la façon suivante :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>partie à exploiter ;</i>• <i>partie délaissée à l'ouest ;</i>• <i>stockage tampon des matériaux d'extraction (merlons).</i> <i>Article 2.1.5.3 : Modalités d'extraction</i> <i>L'exploitation est conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après.</i> <i>Le décapage de la découverte, mélange de terre végétale, de matériaux argileux et calcaires altérés, est réalisé par campagne, en une passe, au fur et à mesure du besoin en gisement. Une partie de la découverte (argiles) et des stériles valorisables (moellons et fines de découpe) sont commercialisés. L'extraction du gisement est réalisée à la haveuse électrique. La découpe des blocs se fait en fonction du litage du gisement et de son évolution dans l'espace sur une hauteur de 1 à 4 m et sur 10 à 15 m de long. Les blocs découpés sont détachés du front à l'aide d'une pelle hydraulique.</i> <i>L'exploitation se déroule sur 6 phases quinquennales comprenant trois étapes similaires pour chacune d'elle :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>décapage des matériaux de recouvrement ;</i>• <i>extraction de matériaux et acheminement par camions ;</i>• <i>remise en état du site coordonnée.</i> <i>Les plans relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont en annexe 4 du présent arrêté. La cote minimale du fond de la carrière est 129 m NGF.</i> <i>L'épaisseur maximale d'extraction est de 17 m.</i> <i>La hauteur des gradins du front d'abattage est au maximum de 10 m. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb. Ils sont régulièrement purgés à la pelle. »</i>
Constats : Il n'y a pas de modification des horaires. L'extraction a débuté en mars 2022. La cote minimale du fond de carrière et de l'épaisseur maximale d'extraction sont respectées. Compte tenu de la présence de matériaux non valorisables, le plan de phasage d'exploitation ne peut être respecté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un porter à connaissance suite aux modifications d'exploitation constatées, liées à la mise à jour du plan de phasage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.1.7.1
Thème : Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : « L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. »
Constats : Les consignes d'exploitation en date du 14 janvier 2026 ont été transmises à l'inspection et n'amènent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.1.7.2
Thème : Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : « L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m ;• les bornes visées à l'article 2.1.2.2 ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• les voies de circulation ;• les installations de toute nature (locaux, installations de traitement...) ;• les limites de garantie du périmètre exploitable visées à l'article 1.2.4.2. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. À la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées. »
Constats : Le plan d'exploitation en date du 14 janvier 2026 a été transmis à l'inspection et n'amène pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.1.7.3
Thème : Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : « L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui sont stockés durant la période d'exploitation ;• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils

<p>sont soumis ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • en tant que besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; • les procédures de contrôles et de surveillance proposées ; • en tant que besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant à minima tous les cinq ans ou plus tôt, dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction révisé et actualisé de janvier 2026 a été transmis à l'inspection des installations classées et n'amène pas de remarque.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Remblayage

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.3.2</p>
<p>Thème : Risques chroniques, Remblayage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Le remblayage de la carrière est réalisé uniquement avec les déchets d'extraction de la carrière, sans apport de matériaux inertes extérieurs. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le remblayage est réalisé uniquement avec les stériles générés lors de l'extraction. Il n'y a pas d'apport d'inertes extérieurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 2.4.1</p>
<p>Thème : Déclaration annuelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé, en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration a été réalisée pour l'année 2024 et n'appelle pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 1.2.1											
Thème : Production maximale											
Prescription contrôlée : « <table border="1" data-bbox="188 376 1430 602"><thead><tr><th>RUBRIQUE</th><th>ACTIVITÉ</th><th>CAPACITÉ</th><th>CLASSEMENT</th></tr></thead><tbody><tr><td>2510-1</td><td>Exploitation de carrière</td><td>Production moyenne annuelle : 20 000 t/an Production maximale annuelle : 31 000 t/an</td><td>Autorisation</td></tr></tbody></table> »				RUBRIQUE	ACTIVITÉ	CAPACITÉ	CLASSEMENT	2510-1	Exploitation de carrière	Production moyenne annuelle : 20 000 t/an Production maximale annuelle : 31 000 t/an	Autorisation
RUBRIQUE	ACTIVITÉ	CAPACITÉ	CLASSEMENT								
2510-1	Exploitation de carrière	Production moyenne annuelle : 20 000 t/an Production maximale annuelle : 31 000 t/an	Autorisation								
Constats : La production commercialisée et évacuée annuellement, au regard des déclarations GERP de 2023 et 2024, respecte la capacité maximale											
Type de suites proposées : Sans suite											

N° 8 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2024, article 2.1																																		
Thème : Montant des garanties financières																																		
Prescription contrôlée : « [...]» <table border="1" data-bbox="185 1077 1409 1292"><thead><tr><th>Périodes</th><th>0-5 ans</th><th>5-10 ans</th><th>10-15 ans</th><th>15-20 ans</th><th>20-25 ans</th><th>25-28 ans</th></tr></thead><tbody><tr><td>Superficie en exploitation (ha)</td><td>0,45</td><td>0,79</td><td>0,90</td><td>1,08</td><td>1,23</td><td>0,89</td></tr><tr><td>Quantité à extraire (m³)</td><td>60 000</td><td>60 000</td><td>60 000</td><td>60 000</td><td>60 000</td><td>36 000</td></tr><tr><td>Montant des garanties financières (€)</td><td>37 644</td><td>55 765</td><td>62 029</td><td>71 548</td><td>81 376</td><td>50 150</td></tr></tbody></table> <p><i>L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est 130,8 (septembre 2023)</i></p> »							Périodes	0-5 ans	5-10 ans	10-15 ans	15-20 ans	20-25 ans	25-28 ans	Superficie en exploitation (ha)	0,45	0,79	0,90	1,08	1,23	0,89	Quantité à extraire (m³)	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	36 000	Montant des garanties financières (€)	37 644	55 765	62 029	71 548	81 376	50 150
Périodes	0-5 ans	5-10 ans	10-15 ans	15-20 ans	20-25 ans	25-28 ans																												
Superficie en exploitation (ha)	0,45	0,79	0,90	1,08	1,23	0,89																												
Quantité à extraire (m³)	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	36 000																												
Montant des garanties financières (€)	37 644	55 765	62 029	71 548	81 376	50 150																												
Constats : L'acte de modification du montant de la garantie financière du 13 mai 2024 a été transmis par l'exploitant. Il couvre la période du 11 décembre 2021 au 3 novembre 2026. Le montant est conforme à celui fixé par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2024. Compte tenu de la présence de matériaux non valorisables, le plan de phasage d'exploitation ne peut être respecté, ce qui impacte les montants financiers associés à chaque phase d'exploitation.																																		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un porter à connaissance suite aux modifications d'exploitation constatées, liées à la mise à jour du plan de phasage et des garanties financières.																																		
Type de suites proposées : Avec suites																																		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant																																		
Proposition de délais : 2 mois																																		

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 3 novembre 2021, article 4.2.1
Thème : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <i>« L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »</i>
Constats : La facture en date du 30 juin 2025 suite aux contrôles des extincteurs par la société EMI 79 nous a été transmises, tout comme l'attestation de formation à l'utilisation des extincteurs du responsable de carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 4.3.1
Thème : Installations électriques
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</i> <i>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</i> <i>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des autres dispositions du code du travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. »</i>
Constats : Le bungalow n'est pas raccordé au réseau électrique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 6.1.2
Thème : Eaux rejetées
Prescription contrôlée : <i>« Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur la plateforme étanche d'entretien et de ravitaillement des engins sont canalisées et rejetées dans le milieu naturel (infiltration) après traitement par un séparateur à hydrocarbures, en respectant les prescriptions suivantes</i> <ul style="list-style-type: none"><i>• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</i><i>• la température est inférieure à 30 °C ;</i><i>• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;</i><i>• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;</i><i>• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). [...] »</i>

Constats :
Le rapport d'analyse des eaux rejetées dans le milieu naturel par infiltration, réalisé par le laboratoire IANESCO en date du 29 janvier 2026, a été transmis à l'inspection. Les matières en suspension (MES) présentent une concentration supérieure à 35 mg/L.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Compte tenu de ce dépassement, il est demandé d'identifier les causes et de transmettre les mesures correctives envisagées ou mises en œuvre afin de rétablir une situation conforme. Une nouvelle mesure devra être réalisée par la suite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 3 novembre 2021, article 7.2.4
Thème : Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.</p> <p>Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées lorsque la zone d'exploitation se rapproche des zones habitées. En tout état de cause, un contrôle de ces mesures est réalisé tous les 5 ans.</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de mesure acoustique réalisé présente les résultats de campagne en date du 11 avril 2024 et n'amène pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite